



Discours du Luxembourg à l'occasion de la conférence préparatoire sur le cadre d'action de Hyogo II, Genève 17-18 novembre 2014

Chers co-présidents,
Excellences
Chers Ambassadeurs,

Je tiens à remercier les co-présidents pour les efforts fournis pendant ces derniers mois de travail intense.

Le Luxembourg se félicite de la déclaration politique proposée par le Japon et du processus de consultation en amont de la 3e conférence des réductions des risques qui entre maintenant dans sa phase décisive.

La gestion de la réduction des risques ~~de catastrophes~~ a de multiples facettes et nécessite d'être abordée à tous les niveaux, tant au niveau de l'individu et des communautés locales qu'à celui des gouvernements.

Mon pays suit avec intérêt le processus préparatoire et souhaite encourager toutes les parties prenantes à adopter une approche globale dans ce que nous pouvons désormais déjà appeler la dernière ligne droite.

Je me félicite des efforts entrepris jusqu'à présent, qui ont donné lieu au « zero draft ». Ce dernier, tout comme la déclaration politique, soulignent l'importance fondamentale de la participation de la société civile, d'une part, et du renforcement des institutions publiques, de l'autre. La résilience et la prévention doivent continuer à figurer au cœur des discussions !

2
Permettez-moi, Madame et Monsieur les co-présidents, de prendre l'exemple du tremblement de terre de Haïti de 2010, qui a démontré une fois de plus qu'il ne suffit pas de reconstruire, mais qu'il importe de reconstruire en mieux (Build back better), de saisir les opportunités qui découlent des catastrophes. Malheureusement, et je prends encore Haïti comme exemple, si nos actions futures ne placeront pas l'individu au centre de nos préoccupations, les mêmes fautes seront commises et les vulnérabilités persisteront.

Mon pays estime qu'il est essentiel que les consultations aboutissent à une architecture d'indicateurs et d'objectifs permettant de mesurer les progrès tout comme les lacunes, aussi bien au plan local qu'au plan régional et international.

Le Luxembourg soutient également l'exigence reprise dans la déclaration politique selon laquelle la réduction des risques de catastrophes doit être intégrée dans toutes les politiques nationales de développement. Depuis plusieurs années, le Luxembourg a pris l'engagement de réserver au moins 5% de son budget d'aide humanitaire à des programmes de résilience de prévention et de réduction des risques. En vue de la

conférence de Sendai, le Luxembourg s'emploiera à mobiliser davantage de ressources, même au-delà des fonds spécifiquement alloués à l'aide humanitaire.

Concernant la discussion en cours pour l'amélioration du document de base, permettez-moi de faire référence au discours introductif de Mme Cousin au Conseil d'administration du PAM de la semaine passée dans lequel la Directrice exécutive a déploré le fait que le nouveau cadre de l'après-2015 ne fasse pas de référence à l'insécurité alimentaire et de nutrition. Je serais heureuse si cet aspect des choses pourrait faire l'objet de commentaires explicatifs.

En effet, la dimension de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance durables nous semble être un facteur indispensable pour approfondir le dialogue sur la résilience.

Pour conclure, je souhaite attirer votre attention sur un dernier point qui me tient particulièrement à cœur, à savoir celui de « l'approche centrée sur les personnes ». Ce sera la population bénéficiaire de la mise en œuvre du cadre d'action qui devra être au centre de nos préoccupations. Nous nous félicitons dès lors de la prise en compte transversale de cette approche dans le document qui fera l'objet de négociations pendant les deux prochains jours.

Je vous remercie